

## **Darmanin fait la guerre aux étranger·es, NE LAISSONS PAS FAIRE !**

**Le ministre de l'intérieur accentue la répression envers les étranger·es avec la publication d'une circulaire le 17 novembre dernier, relative à l'exécution des OQTF et l'augmentation du nombre de places en centre de rétention.** Jusqu'à présent, seules les personnes présentant une menace pour l'ordre public, étaient concernées par des mesures renforcées d'éloignement. Cette notion suffisamment vague pour ratisser large parmi les étranger·es était déjà fort contestable et contestée par les défenseur·euses des droits humains. Mais, en période de crise économique et sociale, les étranger·es ont toujours été les boucs émissaires idéaux·ales, et dans cette logique, pour faire oublier aux citoyen·nes que leurs conditions de vie vont inexorablement se dégrader, il s'agit d'aller toujours plus loin dans la fabrication d'ennemi·es imaginaires. Ainsi, le ministre Darmanin exige par une circulaire et « sans attendre les nouvelles évolutions législatives », que tou·tes les étranger·es soumis·es à une OQTF (obligation de quitter le territoire français) soient traqué·es, pour, écrit-il, « améliorer les résultats ».

**Cette volonté politique de mettre en place une « véritable police du séjour » aura pour conséquence, entre autres, de prendre des OQTF à l'encontre de tou·tes les étranger·es en situation irrégulière, en dehors même de toute notion de menace pour l'ordre public. Parmi les autres injonctions, on trouve notamment l'inscription des personnes faisant l'objet de mesures d'éloignement au fichier des personnes recherchées, l'interdiction de retour autant que possible, l'assignation à résidence, la suspension des droits sociaux, la non prise en charge par l'hébergement d'urgence, l'augmentation des capacités de rétention.**

Les injonctions données par le ministre sont d'une violence inouïe à l'égard de personnes cherchant en France de meilleures conditions de vie pour elleux et leur famille, parvenu·es jusqu'ici parfois au péril de leur vie, avec les parcours migratoires que l'on connaît, déjà souvent victimes de maltraitements.

En tant que personnels de l'éducation, nous ne pouvons rester indifférent·es à l'annonce de ces mesures. Ce que nous n'hésitons pas à qualifier de véritable plan de persécution des étranger·ères concerne certain·es de nos élèves/étudiant·es et leur famille. En tant que personnels d'éducation nous devons donc nous opposer à toute mesure qui mettrait en péril la scolarité des jeunes que nous accueillons et leurs droits à un présent et un avenir heureux. Mais, plus largement la chasse aux étranger·es et la politique du bouc-émissaire sont de vieilles recettes réactionnaires qui plusieurs fois dans l'histoire et le monde ont abouti à des conséquences désastreuses. Elles doivent être combattues à la fois sur le terrain idéologique et partout où nous sommes, dans nos établissements et nos quartiers.

**SUD éducation Paris dénonce les mesures violentes et inhumaines à l'égard des étranger·es prises par le ministre de l'intérieur et revendique la régularisation de tou·tes les personnes dites sans-papiers et la fermeture des centres de rétention.**

## **Liberté de circulation et d'installation !**